

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE LA VISITE DE LA SOCIÉTÉ SAINT-GOBAIN, COURBEVOIE, VENDREDI 25 MAI 1984.

25 MAY 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le président,

- Mesdames et messieurs,

- Je n'ajouterai que quelques mots aux propos très intéressants que nous avons jusqu'ici entendus. Je réfléchissais à mesure que se développait la relation des événements et des projets qui ont conduit à la création de nouvelles entreprises ou à leur développement, et cela grâce au rôle que remplit - en la circonstance - Saint-Gobain Développement.

- On peut tout de suite en tirer certains enseignements. Le plus important correspond à ce que j'avais personnellement souhaité : le rôle d'entraînement que peuvent remplir ou que doivent remplir les grandes sociétés nationales, plus particulièrement les grandes sociétés nationales industrielles. Elles représentent une grande masse d'expériences. Elles ont, généralement, une expérience internationale. Elles fréquentent donc tous les marchés et elles exercent même toujours un rayonnement qui s'étend sur un secteur de sous-traitance qui anime notre économie.

- Mais il est plus rare de les voir sortir du cercle de leur fabrication ou de leurs dérivés. En effet, dans l'activité que remplit Saint-Gobain Développement, j'observe que, sortant des spécialités dans lesquelles Saint-Gobain réussit aujourd'hui, au point d'être une des grandes entreprises mondiales et, bien entendu, une des très grandes entreprises françaises, on s'intéresse désormais au développement d'entreprises, même si ces entreprises s'occupent de fabrications qui n'ont, a priori, pas de rapport avec la "maison" - qui n'est pas une maison-mère - mais une "maison incitatrice". M. Fauroux me disait d'ailleurs à l'instant que Saint-Gobain prenait garde à ne pas participer au capital de ces sociétés, parce qu'il faut qu'elles fassent leur propre expérience, qu'elles se sentent pleinement responsables, qu'elles ne comptent que sur elles-mêmes et sur les engagements pris au moment de leur création. Il s'agit bien là d'un domaine qui mérite qu'on y réfléchisse, car ce rôle d'entraînement des grandes sociétés nationales correspond à quelques thèmes forts que je voudrais maintenant aborder.\

Le premier de ces thèmes c'est que les sociétés nationales ont conscience de l'intérêt national. Elles ne sont pas simplement détenteurs d'un secteur. Ce n'est pas parce que les circonstances ont voulu qu'elles accèdent à cette responsabilité que pour autant elles doivent se reposer sur l'acquis. Le sens de l'intérêt national : cet intérêt se situe, au point de départ essentiellement, sur le -plan industriel et sur le -plan économique, mais on aperçoit déjà, au travers des relations qui en ont été faites, que cela va plus loin et touche au ressort-même de notre société. C'est-à-dire que par le bon service de l'intérêt national, on sert en même temps quelques vertus de base dont la première est la capacité d'initiative.

- L'initiative n'est pas toujours à la portée de chacun. Elle est dans le cerveau ou dans le coeur. On se sent capable d'agir ou de créer, mais on n'en a pas le moyen. IL faut donc des relais. Ces relais, l'Etat en fournit certains. Ils ne sont pas suffisants : l'Etat - j'aurais dû dire la puissance publique - les régions, les départements, les sociétés d'économie mixte, les sociétés particulières de financement, les relais de l'Etat lui-même, la DATAR, que sais-je encore .. Il est particulier, en la circonstance, que ce soit une société nationale qui se soit engagée d'elle-même à, non seulement compléter ce système, mais à lui donner infiniment plus de force, le cas échéant à déclencher le système par sa propre initiative. Et son initiative en fait naître beaucoup d'autres. Faire passer de la pensée ou de la volonté à l'acte un certain nombre d'initiatives de caractère industriel, voilà ce dont la France a le plus grand besoin.

- J'ai dit "intérêt national", "esprit d'initiative". J'emploierai un troisième terme qui sera celui de "solidarité". Il est important d'entendre des chefs de petites et moyennes entreprises se sentir - on peut le dire - épaulés par des entreprises comme Saint-Gobain, avec une organisation particulière qui est Saint-Gobain Développement. Ils volent de leurs propres ailes, mais, au moment où il le fallait, ils ont ressenti la solidarité des entreprises. En France, c'est loin d'être négligeable dans un moment où les chefs d'entreprises ont le sentiment d'être méconnus, ce qui n'est d'ailleurs pas exact. Cela correspond souvent à un préjugé.\

Maintenant, inversons notre raisonnement. J'ai parlé des sociétés nationales, de leur rôle. Je voudrais dire un mot des petites et moyennes entreprises.

- Ces petites et moyennes entreprises appartiennent au secteur privé. Elles en connaissent les risques, les besoins. Je vais employer les mêmes termes que tout à l'heure : elles peuvent en voir les vertus.

Pour cela, il faut que quelqu'un agisse, homme ou femme. Cela, c'est la part indispensable, nécessaire donc, de l'initiative individuelle, le rôle de chaque individu. Plus il y aura d'individus qui agiront, meilleure sera notre société. Une société humaine ne peut pas être composée de robots ou de numéros identiques. Il faut que jouent les qualités diverses, que ces qualités, le cas échéant, s'affrontent et que finalement se détermine ce qui doit naturellement représenter les valeurs économiques d'aujourd'hui et de demain. J'ai entendu plusieurs chefs d'entreprises qui se trouvent dans cette situation, soit qu'ils ont remis en -état des entreprises défailtantes, soit qu'ils ont créé de toutes pièces des entreprises nouvelles, soit qu'ils ont orienté des sociétés vers d'autres formes d'activité. Toutes ont recouru au même moyen. A partir de Saint-Gobain Développement, ils ont fait jouer le -concours dont j'ai parlé tout à l'heure. Mais ils ont d'abord compté sur eux-mêmes.

- Je cite cela en dernier. Permettez-moi de vous dire que c'est ce qui doit passer en premier. Parce que rien de tout ce que nous venons de dire ne pourrait se faire s'il n'y avait pas au point de départ quelqu'un qui conçoit, qui imagine, qui s'engage, qui prend ses risques.

- On a beaucoup parlé, on parle beaucoup actuellement du développement, du capital à risque & on utilise même l'expression anglaise ! Mais l'essentiel est de savoir ce que l'on veut faire. Est-ce qu'il peut exister, dans un pays comme la France, assez d'hommes et de femmes entreprenants, capables, sur la base de quelques aides à leur développement, d'aller de l'avant avec tous les risques que comporte cette aventure, mais en même temps en bénéficiant de financements qui acceptent eux-mêmes ce risque.

- M. Fauroux le disait tout à l'heure : "cela vaut mieux qu'une bonne hypothèque". Cette façon de penser n'est pas tout à fait dans nos habitudes. Je ne veux pas dire, par là, dans les habitudes de l'actuel gouvernement de la France. Ce n'est pas dans les habitudes du tempérament français, bien qu'il y ait toujours eu des fondateurs en France : la France n'aurait pas l'industrie souvent puissante dont elle dispose si, depuis l'origine, il n'y avait pas eu des hommes et des femmes de grand tempérament, de grand caractère et de grandes capacités. Mais, il est vrai que dans notre société, on a quelque peine à assumer des risques. Le rôle du gouvernement n'est surtout pas de se substituer à tout le monde. Il est principalement dans ce domaine de créer les conditions qui permettront à chacun de tenter sa chance.

- Si cette chance est raisonnable, elle sera maîtrisée et le risque sera récompensé. Si elle n'est pas raisonnable, si elle a été mal perçue, eh bien, ce sera l'échec. Mais dans toutes les grandes époques de renaissance ou de redressement, la part d'échec est, par définition, inférieure à la part de réussite. Et la part de réussite n'est possible que parce certains ont pris le risque de l'échec. A partir de là, l'Etat change de rôle. D'incitateur, lui aussi économique, il devient protecteur social. Mais on ne parle pas de la même chose.\

Je ferai une dernière réflexion sur le rôle des pouvoirs publics, et pas seulement des pouvoirs publics, des pouvoirs qui interviennent dans ce domaine. Mais je ne peux m'adresser directement qu'à ceux qui représentent cette puissance publique, dont j'ai particulièrement la charge. Il faut vraiment dépasser cette tradition exagérément bureaucratique qui veut que celui qui ose imaginer, concevoir et agir, se trouve perpétuellement prisonnier d'un incroyable labyrinthe de complications administratives.

- Il faut souvent des mois pour créer une entreprise. Je veux qu'on ne dépasse pas un mois. J'emploierai pour cela tous les moyens que j'ai à ma disposition et j'y arriverai. Il ne faut pas dépasser un mois. Et je remarquerai ceux qui ne dépasseront pas quinze jours.

- J'ai visité un certain nombre de pays et je me tiens informé. Au Etats-Unis d'Amérique, c'est souvent une question de jours. Dans les pays scandinaves, c'est trois semaines. En Allemagne, c'est un peu plus, mais c'est en tout cas beaucoup moins que chez nous. Pour quelles raisons ? Cela ne tient pas à la nature du système politique ou économique en place. Cela tient peut-être un peu au caractère français. Comme ce caractère est dirigiste - qu'il soit libéral ou pas - celui qui dirige de loin l'industrie parce qu'il a la maîtrise de l'administration n'aura jamais la conscience tout à fait tranquille tant qu'il manquera un papier, et surtout tant que ce papier n'aura pas été établi en quatorze exemplaires. Et voilà que la vie

economique au pays est suspendue au dernier exemplaire. Quand je dis quatorze, c'est parce que je ne veux pas accabler ceux qui m'écoutent. C'est souvent beaucoup plus. Je m'en aperçois au nombre de signatures qu'on me demande !

- Bref, l'action de Saint-Gobain Développement a attiré mon attention - c'est pourquoi je suis ici - comme un modèle de ce qui peut être fait. Ses dirigeants, que je connais, ont assez d'esprit critique pour examiner chaque jour de quelle manière cela pourrait aller mieux, de façon à perfectionner leur système, à le développer plus encore, donc à atteindre une création d'entreprises, donc d'emplois encore plus conséquente. Cet esprit d'analyse est indispensable quand on veut avancer. Mais c'est réussi. Ce n'était pas prévu, ce n'était pas une obligation pour cette société que d'agir de la sorte. Elle l'a fait. Elle reste maîtresse de ses choix pour elle-même. Elle laisse libres les choix pour les autres. C'est un heureux mariage et je souhaite que notre société agisse de la sorte.\